

Libération - jeudi 13 janvier 2022

Événement

Grève inédite dans l'Éducation nationale La vacance colère

Ce jeudi, les personnels éducatifs se mobilisent contre la gestion de la crise du Covid-19 par le gouvernement. Le mouvement surprend par son ampleur, associant profs, chefs d'établissement, inspecteurs, CPE, agents d'entretien, infirmières et même parents d'élèves.

Par Elsa Maudet

La mobilisation de ce jeudi est historique. Enseignants comme inspecteurs, accompagnants d'élèves handicapés comme personnels de direction, parents d'élèves comme infirmières scolaires, lycéens comme Atsem (les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles) : tous les maillons de la communauté éducative appellent à la grève pour dénoncer la gestion de la crise du Covid par le gouvernement. Parmi les personnels du primaire, 75 % seront mobilisés et la moitié des écoles seront fermées - on devrait connaître les chiffres pour le second degré ce jeudi matin. *«On est dans une situation grave. Les inspecteurs ne sont pas en grève tous les jours, euphémise Patrick Roumagnac, secrétaire général du SI.EN-Unsa, syndicat majoritaire dans la profession. Ce qui est insupportable, c'est de voir à quel point les personnels sont malmenés. On a besoin de souplesse et de sérénité et on a tout le contraire.» «Nous, infirmiers, on n'est pas des grévistes dans l'âme. Mais là, les collègues n'en peuvent plus. On ne fait plus que du Covid», souffle Gwenaëlle Durand, secrétaire générale du Snies-Unsa.*

Depuis près de deux ans, les équipes ont connu une quinzaine de changements de protocole sanitaire. Si l'impréparation et le tâtonnement étaient entendables en mars 2020, les revirements incessants et les injonctions déconnectées des réalités du terrain ont beaucoup de mal à passer au bout de vingt-deux mois de crise. Lundi soir, le Premier ministre, Jean Castex, a annoncé un énième changement de règles, déclarant notamment que les parents n'ont plus besoin d'aller chercher immédiatement leur enfant s'il est cas contact - ils peuvent attendre la fin de la journée - et que, lorsqu'un enfant est positif, ses camarades peuvent désormais faire trois autotests, étalés sur cinq jours, et non plus un PCR ou un antigénique et deux autotests. Une annonce faite par voie de presse et tardivement - au JT de 20 heures -, et très éloignée des attentes.

Dans le premier degré, la demande des enseignants ne varie pas : retour au principe de la fermeture de classe dès le premier cas de Covid. *«On protège l'ensemble de la classe pendant sept jours, on évite l'hémorragie de la contamination et on peut donner du travail à faire. Si on continue comme ça, la semaine prochaine il n'y aura plus personne dans les classes. A quoi ça sert ? Ça fait une semaine qu'on n'enseigne plus»,* défend Guislaine David, porte-parole du

SnuiPP-FSU, majoritaire chez les professeurs du primaire. Le gouvernement s'accroche à son sacro-saint principe de laisser les classes ouvertes, officiellement pour le bien-être des élèves, mais aussi pour ne pas pénaliser l'économie en forçant les parents à garder leurs enfants chez eux durant une semaine. Lundi, 10 400 classes étaient malgré tout fermées en primaire, soit 2 % du total, selon Jean Castex. *«Les collègues de terrain n'en peuvent plus d'entendre que tout va bien», dit Stéphane Crochet, du SE-Unsa.*

«Travail éducatif phagocyté»

Depuis la rentrée du 3 janvier, les coutures de l'école craquent de partout. Les directeurs et directrices passent leurs journées au téléphone avec les familles, les personnels de vie scolaire se sont transformés en relais des agences régionales de santé, les enseignants tentent cahin-caha de faire cours à des effectifs décimés... *«Tout notre travail éducatif est phagocyté par les contraintes épidémiques, raconte Olivier Raluy, représentant des CPE (conseillers principaux d'éducation) au Snes-FSU. C'est très compliqué d'arriver à faire son travail de CPE à un moment pourtant très important, alors que beaucoup de jeunes sont en mal-être.»*

«Le protocole sanitaire nous oblige à faire trois services [à la cantine] au lieu de deux. Ce sont des tables en plus à laver, on a énormément de boulot de désinfection à faire, et personne ne nous remplace quand on est absents. On a un rôle essentiel dans le fait de limiter la contamination et on est les oubliés», regrette quant à lui Sébastien Breuvart, qui représente les agents d'entretien et de restauration via la CGT territoriaux de Bobigny (Seine-Saint-Denis), en grève jeudi dernier. *«On se retrouve dans une situation pas loin de l'effondrement par certains aspects. Tout ne tient que par le dévouement des personnels, comme l'hôpital a tenu avec le dévouement des soignants»,* juge Sophie Vénéitay, secrétaire générale du Snes-FSU, majoritaire chez les enseignants des collèges et lycées. Guislaine David avertit : *«Depuis mars 2020, on porte l'école à bout de bras et les bras vont lâcher.»*

Jean-Michel Blanquer, lui, reste droit dans ses bottes. Au sujet de l'appel à la grève, le ministre de l'Éducation a estimé, mardi sur BFM, qu'il était *«dommage d'avoir une journée qui va perturber davantage le système»*. Et de glisser, quitte à ajouter une bonne louche d'huile sur le feu : *«On ne fait pas une grève contre un virus.» «Blanquer et Macron ne sont pas responsables du Covid. En revanche, il y a des choses qu'on aurait pu apprendre en un an et demi»,* réagit Stéphane Crochet. Les demandes tournent en boucle depuis des mois, sans être satisfaites : des masques à minima chirurgicaux, voire FFP2 pour les personnels qui le souhaitent, des capteurs de CO2 et des purificateurs d'air dans les classes, un vivier fourni et formé de professeurs remplaçants, un protocole qui ne change pas tous les quatre matins et qui ne soit pas annoncé la veille au soir dans les médias. *«Il y a omicron, certes, mais il reste des lettres dans l'alphabet grec. Peut-être qu'il faudrait déjà anticiper la suite»,* alerte Patrick Roumagnac.

Si les cadres (inspecteurs et personnels de direction) se refusent à critiquer la politique de

Blanquer et ne pointent qu'une gestion problématique de la crise sanitaire, les autres corporations n'hésitent pas à rappeler que les problèmes que connaît l'école aujourd'hui ne viennent pas de nulle part. *«La crise met en lumière des points qui étaient déjà saillants avant»*, résume Olivier Raluy.

Notamment l'épineuse question des remplacements de profs. Dans le second degré, il est acté depuis longtemps que les absences de moins de quinze jours ne sont pas remplacées. Quant aux autres, encore faut-il trouver les forces nécessaires pour les combler, alors que le métier pâtit d'un gros manque d'attractivité. Dans le premier degré, où les professeurs sont censés être remplacés même pour une journée d'absence, *«on n'aurait pas passé une épidémie de grippe ordinaire»* vu le manque d'effectifs, assure Stéphane Crochet. Alors une pandémie, n'en parlons pas. *«En temps normal, quand un enseignant est absent, ce n'est pas très visible pour les familles parce qu'on prend ses élèves et on les dispatche. Ils ont classe. Dans des conditions pas acceptables, mais ils ont classe. Là [alors que les élèves sont renvoyés chez eux car le brassage est interdit, ndr], tout le monde se rend compte que la question du remplacement est ultra-importante»*, estime Guislaine David. Blanquer a affirmé, lundi sur France 2, que 6 000 postes de remplaçants contractuels avaient été débloqués, prioritairement pour le premier degré.

«Ça va laisser des traces pédagogiques»

Le manque d'effectifs dans d'autres professions se fait aussi sentir avec le Covid. *«Il y a moins de CPE que d'établissements, on est environ 12 000. Pour vraiment faire un travail de qualité, il faut un CPE par tranche de 250 élèves, aujourd'hui, c'est 480 à 500 élèves*, indique Olivier Raluy. *On a vu des rectorats proposer de partager des CPE sur plusieurs établissements ; si on commence à fractionner les choses pour des raisons comptables et managériales, ça dysfonctionnera.»* Quant aux infirmières scolaires, elles ne sont que 7 700 pour 62 000 établissements. *«C'est surréaliste de se dire qu'en période de crise sanitaire, il n'y a pas une infirmière tous les jours dans chaque collège et lycée»*, souffle Sophie Vénéitay.

«Avec cette crise, cette stratégie d'économie atteint ses limites», juge Stéphane Crochet.

D'autant que plus la pandémie dure, plus il est difficile de se remettre à flot. *«Si on arrive à sortir de cette crise au bout de deux ans, ça va laisser des traces pédagogiques pendant plus de deux ans. Il faut se donner pour objectif de surmonter les inégalités nées avec la crise, avoir un plan de recrutement sur plusieurs années»*, plaide Sophie Vénéitay. Jean-Michel Blanquer, lui, se base sur les dernières évaluations nationales en primaire et assure que *«l'effet négatif du confinement sur les apprentissages a été gommé»*. Mais un nouveau président de la République sera désigné dans une centaine de jours et d'autres aspirants à l'Élysée pourraient monter au créneau. Or, regrette Guislaine David, du SnuiPP-FSU, *«depuis une semaine, ça chauffe dans les écoles et qui on entend ? Personne»*.